

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## " Le Gabon, en tant que membre de l'Opep, a souscrit à cette réduction volontaire de production "

**AFIN** de remonter les cours du baril de pétrole, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés ont convenu, unanimement, de procéder à une contraction de leur production. Une stratégie qui devrait stabiliser le marché, explique le ministre du Pétrole et des Hydrocarbures, Vincent de Paul Massassa.

Propos recueillis par Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

**L'union.** M. le ministre, vous venez de prendre part, par visioconférence, à la 179e réunion de la Conférence des ministres de l'Opep. De quoi était-il question ?

**Vincent de Paul MASSASSA :** Vous vous souvenez que

le marché pétrolier s'est totalement effondré au cours du mois d'avril 2020. L'Opep, dans un effort de stabiliser le marché, avec la participation des pays alliés, élargissement appelé Opep+, en tête desquels la Russie, avait convoqué des rencontres au cours desquelles certaines résolutions ont été prises. Notamment celle concernant la réduction volontaire des quotas de production pour chacun des pays producteurs et chacun des pays participants. Cette résolution a pris effet le 1er mai 2020. Il était donc question de faire un point d'étape, pour regarder la réaction du marché par rapport à cette décision, qui est historique.

**Ce point d'étape est-il satisfaisant ? Laisse-t-il présager des lendemains meilleurs pour le marché pétrolier ?**

- Nous avons remarqué que le baril, qui était descendu



**Le ministre du Pétrole, Vincent de Paul Massassa.**

jusqu'à 20 dollars, voire en deçà en avril, a été stabilisé. Et aujourd'hui, les prix sont remontés jusqu'à frôler les 40 dollars. Les indicateurs que nous avons par rapport à l'observation du marché nous amènent à nous féliciter par rapport aux résolutions prises. Il est donc nécessaire pour nous de continuer à veiller au respect des engagements et de nous assurer des impacts positifs de nos résolutions. Et, bien entendu, voir s'il y a lieu d'améliorer notre stratégie. Au-delà de la réduction des quotas de production, il s'agit de renforcer cette stratégie qui porte des fruits. Aussi, l'effort demandé aux pays de l'Opep et à nos alliés devrait-il se poursuivre pendant le mois de juillet et, peut-être même, jusqu'à

la fin de l'année 2020. Nous devrions ainsi nous retrouver régulièrement pour ajuster, si nécessaire, la stratégie adoptée de façon consensuelle, afin d'atteindre les objectifs escomptés.

**L'Opep a également tenu une réunion avec ses alliés. Quels sont ces pays qui forment aujourd'hui ce qu'on appelle l'Opep+, et quel est leur apport dans la stratégie mise en place pour stabiliser le marché ?**

- Parmi les alliés de l'Opep, on peut citer la Malaisie, le Kazakhstan, le Soudan du Sud... et, notamment, la Russie. L'apport de ces pays est important, voire capital. Comme on peut le constater, le marché pétrolier n'est pas seulement gouverné par les pays membres de l'Opep. D'autres gros producteurs qui y jouent un rôle important ne font pas partie de l'organisation. Mais ayant compris que nous avons une destinée commune, nous avons jugé nécessaire de nous retrouver. Les secousses que subit le marché touchent tous les pays, qu'ils soient de l'Opep ou non. Alors, nous sommes condamnés à travailler ensemble pour trouver des stratégies permettant de stabiliser le marché, sinon nous subirons ensemble.

**Quelle est la contribution du Gabon concernant les ré-**

**solutions prises par l'Opep, afin de stabiliser le marché pétrolier ?**

- Le Gabon, en tant que membre producteur de l'Opep, a souscrit à cette réduction volontaire de production. Il faut reconnaître que, pour ce qui est du Gabon aujourd'hui, notre production vient des champs dits matures. Entendu par là des champs qui ont montré tout leur potentiel et qui, pour la plupart, sont en phase de déclin. Il faut comprendre que pour ces champs, la production n'est assurée que grâce à des travaux. Lorsque ces travaux sont suspendus ou arrêtés, c'est le déclin naturel qui reprend son cours. Donc, la baisse de production in fine. Pour ce qui est de l'année 2020, avec les opérateurs qui sont sur le bassin sédimentaire gabonais, il y a lieu aujourd'hui de reconnaître que la plupart des travaux, eu égard au confinement imposé par la pandémie liée au Covid-19, et à la chute des prix sur le marché, ont été suspendus ou, purement et simplement, annulés pour l'année. Conséquence : la production attendue ne sera pas au rendez-vous. Et il va sans dire que cela participe à l'effort de réduction que notre pays entend présenter à l'Opep, pour atteindre son quota journalier de réduction, qui est de l'ordre de 23 %.

## Le clin d'œil de *Lybek*



## Fonction publique : 996 fonctionnaires en moins en 2019

MSM  
Libreville/Gabon

**L**E gouvernement poursuit l'assainissement du fichier de la Fonction publique. Selon les chiffres de la Direction générale du budget et des Finances publiques, à fin décembre 2019, le nombre de salariés dans le secteur public a baissé de 1 %,

pour s'établir à 99 405 agents comparativement à la même période en 2018 (100 401). Ce qui fait 996 fonctionnaires en moins. Cette diminution des effectifs est observée aussi bien au niveau de la main-d'œuvre non permanente (-1,1%) qu'à celui de la fonction publique (-1,0%).

" Cette tendance baissière des

effectifs résulte de la politique gouvernementale visant la réduction des agents de la fonction publique initiée en 2017. Cette stratégie consiste principalement à geler les recrutements et à procéder à la mise à la retraite systématique des agents atteints par la limite d'âge ", a indiqué le ministère de l'Économie et des Finances.